



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**PLACE**  
PLATEFORME DES ACHATS DE L'ÉTAT

**Acheteur public** : [Etablissements de Santé et Médico-sociaux](#)

**Direction service** : [CHU CLERMONT FERRAND](#)

## Cahier des charges particulières

**Numéro de la consultation** : [25-GHTA-0072](#)

**Objet de la consultation** : [Location et maintenance d'Imprimante de production haut volume couleur et noir et blanc jet d'encre à froid proposant une vitesse d'impression minimale de 120 pages par minutes](#)

# Sommaire

<b>ARTICLE 1 - IDENTIFICATION.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 - ALLOTISSEMENT .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 - FORME DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 5 - ETENDUE DU MARCHE.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 6 - DUREE DU MARCHE .....</b>	<b>6</b>
6.1 Cadre général .....	6
6.2 Reconduction du marché .....	6
6.3 Fractionnement des prestations .....	7
6.3.1 Tranche ferme .....	7
6.3.2 Tranche optionnelle .....	7
<b>ARTICLE 7 - LIEU D'EXECUTION .....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....</b>	<b>7</b>
<b>ARTICLE 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....</b>	<b>7</b>
9.1 Représentation des parties .....	7
9.1.1 Représentation de l'acheteur .....	7
9.1.2 Représentation du titulaire.....	7
9.2 Conditions d'exécution .....	8
9.2.1 Délais d'exécution .....	8
9.2.2 Les exigences relatives aux prestations .....	8
9.3 Obligations du titulaire.....	8
9.3.1 Obligation de conseil.....	8
9.3.2 Obligation d'information .....	9
9.3.3 Mesures de sécurité .....	9
9.3.4 Responsabilité du titulaire .....	9
9.4 Exécution d'une mission de service public .....	9
9.5 Clauses sociales.....	9
9.6 Clauses environnementales .....	9
9.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre.....	9
9.8 Traitement de données à caractère personnel .....	10
9.9 Confidentialité et secret des affaires.....	11
9.10 Conflit d'intérêt .....	11
9.11 Dispositions spéciales relatives à l'IMPI .....	11
9.12 Clauses de réexamen .....	12
9.13 Constatation de l'exécution des prestations et admission .....	12
9.13.1 Contrôle.....	12
9.13.2 Opérations de vérification .....	12
9.13.3 Décision après vérifications.....	12
9.14 Garanties .....	12
9.15 Primes .....	12
9.16 Pénalités .....	12
9.16.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations .....	13
9.16.2 Pénalités liées aux considérations sociales .....	13
9.16.3 Pénalités liées aux considérations environnementales .....	13
9.16.4 Plafonnement des pénalités .....	13
9.16.5 Seuil d'exonération des pénalités .....	13
<b>ARTICLE 10 - REGIME FINANCIER .....</b>	<b>14</b>
10.1 Forme et contenu des prix .....	14
10.2 Variation des prix .....	14
10.3 Avances.....	15
10.4 Modalités financières .....	15
10.4.1 Répartition des paiements.....	15
10.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s) .....	15
10.4.3 Intérêts moratoires .....	15
10.5 Modalités de facturation.....	16

10.5.1	Mentions obligatoires .....	16
10.5.2	Taux de TVA.....	16
10.5.3	Frais particuliers.....	17
10.5.4	Monnaie .....	17
10.5.5	Transmission des factures.....	17
10.6	Service fait présumé.....	17
10.6.1	Mise en œuvre de la procédure de service fait présumé.....	17
10.6.2	Mise en œuvre d'un protocole d'accord dans le cadre du service fait présumé.....	17
10.7	Modifications financières pour circonstances imprévisibles .....	17
<b>ARTICLE 11 -</b>	<b>DISPOSITIONS DIVERSES.....</b>	<b>18</b>
11.1	Echanges dématérialisés.....	18
11.2	Langue .....	18
11.3	Propriété intellectuelle .....	18
11.4	Assurances .....	19
11.5	Autres obligations administratives .....	19
11.6	Relation Fournisseurs.....	20
11.7	Résiliation .....	20
11.8	Exécution aux frais et risques du titulaire .....	20
11.9	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	20
11.10	Différends.....	23
11.11	Litiges et contentieux .....	23
<b>ARTICLE 12 -</b>	<b>ANNEXES.....</b>	<b>23</b>
<b>ARTICLE 13 -</b>	<b>DEROGATIONS.....</b>	<b>23</b>

## Article 1 - IDENTIFICATION

Le présent marché est porté par : Etablissements de Santé et Médico-sociaux

Le Groupement Hospitalier de Territoires d'Auvergne,

Coordonnateur : Le Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand

Direction des Achats et des Logistiques

Pôle Logistique Intégrée

Adresse : 58 rue Montalembert

CP : 63000 Ville : Clermont-Ferrand

Siret: 266 307 461 0019

Il est représenté par la Directrice Générale du CHU ou son représentant le Directeur des Achats et des Logistiques.

## Article 2 - OBJET DU MARCHE

Le marché a pour objet : Location et maintenance d'Imprimante de production haut volume couleur et noir et blanc à jet d'encre à froid proposant une vitesse d'impression minimale de 120 pages par minutes.

Le marché est un marché de Fournitures.

Code(s) CPV de la consultation : Valeur principale : 42962200 - Presse à imprimer.

30121300 - Matériel de reproduction.

## Article 3 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

## Article 4 - FORME DU MARCHE

Le marché ne comporte pas de tranches.

## Article 5 - ETENDUE DU MARCHE

**Location d'une imprimante de production haut volume couleur et noir et blanc sans master impression jet d'encre à froid proposant une vitesse d'impression minimale de 120 pages par minute pour un papier A4 de 80 g environ assortie d'un coût à l'usage :**

L'équipement proposé devra convenir pour un volume d'impression moyen de 300 000 pages par mois mais devra en cas de pics d'activité pouvoir supporter 500 000 pages par mois.

L'équipement proposé devra, en outre, permettre la mise sous plis instantanément après l'impression sans aucune période de pause (refroidissement, décharges statiques...).

La consommation électrique devra être réduite à moins de 1300W (serveur compris) pour permettre une alimentation électrique par des panneaux solaires.

La solution proposée devra utiliser des encres les moins polluantes possibles en accord avec la démarche de développement durable de l'établissement. L'équipement ne devra rejeter aucune particule polluante dans l'atmosphère et n'utiliser aucuns solvants.

L'équipement proposé doit accepter différents formats et types de papiers :

- Formats A5, A4 et A3 simple et double face, tous types de couleurs.
- Grammages de 60 g (autocopiant par exemple) à 200g (papiers couchés inclus) et être compatible avec le papier recyclé.
- Planches d'étiquettes.
- Enveloppes avec et sans fenêtres.

L'équipement proposé doit disposer :

- D'une capacité d'entrée papier minimum de 3 500 feuilles (A5, A4 ou A3) environ
- D'une capacité de sortie de 2000 feuilles 80g minimum, d'un système d'agrafage 1 et 2 points pour 100 feuilles environ mais également d'un module d'agrafage 2 agrafes à cheval afin de réaliser des livrets de minimum 15 feuilles.
- D'un système de perforation 2, 4 trous.
- D'un module de pliage en 2, A3 et A4.
- Possibilité de trier les documents en sortie par paquets de x feuilles.
- Redémarrage de l'impression à la page où la machine s'est arrêtée en cas d'incident (bourrage, panne...).
- Réapprovisionnement des magasins en cours de production.
- Le moteur d'impression devra être compatible avec une mise en réseau TCP/IP et compatible avec les langages d'impression PCL et Postscript. Il devra également être compatible avec le logiciel Easyrepro déjà en place au CHU et disposer d'un pilote d'impression certifiés et compatible Windows 10 et Windows 11 (64bits).
- L'équipement devra être équipé d'un serveur d'impression type "Fiery" ou équivalent permettant de mémoriser les finitions les plus utilisées ainsi que les documents courants avec leur finition spécifique.

Intégration dans le domaine :

- Le serveur d'impression devra être intégré dans le domaine Windows existant, dans lequel sont appliquées des stratégies de sécurité incluant :
- Antivirus institutionnel.
- Gestion des correctifs (patch management).
- Politiques de mot de passe et restrictions d'accès définies par l'Active Directory.
- Le serveur d'impression devra être équipé d'une interface d'administration accessible via navigateur web, sécurisée par authentification.

La mise en réseau, la configuration sur le réseau et sur le domaine du CHU du serveur d'impression fourni et du moteur d'impression seront faites **sur site**, en présence physique d'un représentant du titulaire et d'un personnel dûment habilité de la direction des services numériques du CHU. L'installation des pilotes et la configuration des postes concernés sera également faite sur place en même temps que l'installation et la configuration du serveur et du moteur d'impression.

**Aucune installation ne se fera en distanciel**

Une réunion préparatoire (elle possiblement en distanciel) en présence impérative du titulaire, de l'éditeur du logiciel Easyrepro et d'un représentant de la direction des services numériques du CHU sera prévue 10 jours minimum avant l'installation afin de définir les prérequis nécessaires à cette installation. Cette installation ne fera l'objet d'aucune facturation supplémentaire du titulaire.

Chaque candidat indiquera dans son offre toutes les options dont peut être équipé l'équipement proposé. Chacune de ces options fera l'objet d'une tarification individuelle.

### **Maintenance:**

Les interventions préventives devront se faire sur rendez-vous, avec l'accord préalable du responsable du service de reprographie, afin de ne pas perturber le service.

Afin d'assurer le bon fonctionnement de l'atelier de reproduction, le titulaire s'engage à fournir les services suivants tout au long de l'exécution du marché :

**Support téléphonique** : Les reprographes ont accès à une assistance téléphonique dédiée à la télémaintenance et à la prise en compte des demandes d'intervention. Celle-ci doit être accessible a minima du lundi au vendredi, de 8h00 à 16h00, jours fériés exclus.

**Traitement et résolution des anomalies** : le délai d'intervention ne doit pas excéder **4 heures** à compter de la déclaration de l'incident. Chaque intervention doit faire l'objet d'un rapport dans lequel sont décrits la nature de la panne, les solutions apportées, la date convenue pour une nouvelle intervention le cas échéant, et le visa du technicien ayant effectué l'intervention.

En cas de pannes répétitives (nombre d'interventions supérieur à 5 par mois pour un matériel donné), le titulaire s'engage à effectuer l'échange standard du matériel à ses frais, dans un délai de 10 jours ouvrables après réception de la mise en demeure.

### **Fournitures de consommables (cartouches d'encre, agrafes...)**

Le titulaire devra garantir un stock de consommables de minimum un mois d'utilisation au service de reprographie de l'établissement.

## **Article 6 - DUREE DU MARCHÉ**

### **6.1 Cadre général**

La durée du marché court à compter du 04/04/2026, ou à compter de sa date de notification si celle-ci est postérieure, pour une période de 12 mois.

### **6.2 Reconduction du marché**

Le marché public est reconductible selon les modalités suivantes :

Le nombre de reconduction(s) est de 5.

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

Le présent marché est reconductible de manière tacite.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire 3 mois avant la date de fin de validité du marché.

### **6.3 Fractionnement des prestations**

#### **6.3.1 Tranche ferme**

Sans objet.

#### **6.3.2 Tranche optionnelle**

Sans objet.

### **Article 7 - LIEU D'EXECUTION**

Le lieu d'exécution des prestations objets de la consultation est :63 - Puy-de-Dôme (FR-63).

Centre Hospitalier Universitaire de Clermont-Ferrand

Direction des Achats et des Logistiques

Pôle Logistique Intégrée – Service de reprographie

Adresse : 58 rue Montalembert

CP : 63000 Ville : Clermont-Ferrand

### **Article 8 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

- L'acte d'engagement (ou ATTRI1) et son annexe financière le bordereau de prix
- le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- l'offre technique du titulaire

### **Article 9 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### **9.1 Représentation des parties**

##### **9.1.1 Représentation de l'acheteur**

Dès la notification du marché, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire, pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution du marché.

L'acheteur notifie toute modification d'interlocuteur au titulaire.

##### **9.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès de l'acheteur, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés : à la notification du marché.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans un délai de 15 jours à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

## **9.2 Conditions d'exécution**

### **9.2.1 Délais d'exécution**

Les délais d'exécution sont fixés dans l'offre du titulaire.

Le point de départ du délai d'exécution est la notification du marché, tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement (ou ATTRI1).

Lorsque le titulaire est mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, , du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il lui indique la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution du marché est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

### **9.2.2 Les exigences relatives aux prestations**

Le titulaire est responsable de la conservation, de l'entretien et de l'emploi de tout matériel, objet ou approvisionnement qui lui est confié dès que ce matériel, objet ou approvisionnement est mis effectivement à sa disposition. Il ne peut en disposer qu'aux fins prévues par le marché.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

En cas de défaillance du mandataire du groupement, les membres du groupement sont tenus de lui désigner un remplaçant. A défaut, et à l'issue d'un délai de huit jours à compter de la notification de la mise en demeure par l'acheteur d'y procéder, le cocontractant exécutant la part financière la plus importante restant à réaliser à la date de cette modification devient le nouveau mandataire du groupement.

## **9.3 Obligations du titulaire**

### **9.3.1 Obligation de conseil**

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dérèglements, dysfonctionnements, dangers potentiels au titre de ses prestations.



Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations du marché.

### **9.3.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

### **9.3.3 Mesures de sécurité**

Sans objet

### **9.3.4 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

## **9.4 Exécution d'une mission de service public**

Sans objet

## **9.5 Clauses sociales**

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales

## **9.6 Clauses environnementales**

Le présent marché ne comprend pas de considérations environnementales.

## **9.7 Bilan des émissions de gaz à effet de serre**

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, de communiquer à l'acheteur leur BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois après la notification du marché.

Pour les sous-traitants qui sont eux-mêmes soumis à l'article L.229-25 du code de l'environnement, la communication du BEGES et du plan de transition associé intervient dans le même délai que pour le titulaire, si la déclaration de sous-traitance intervient au moment du dépôt de l'offre. Si la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché, alors il doit communiquer le BEGES et le plan de transition associé dans un délai maximum de 3 mois à compter de l'acceptation du sous-traitant constatée dans les conditions prévues à l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire (et, le cas échéant, le ou les sous-traitants concernés) à l'acheteur, au plus tard 30 jours après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page. Toutefois, les titulaires (et les sous-traitants) lorsqu'ils transmettent les informations relatives au plan de transition, peuvent renvoyer vers la section de leur rapport de gestion ou de leur rapport sur la gestion du groupe prévue aux articles L. 232-6-3 et L. 233-28-4 du code de commerce, selon le cas, sous réserve que ce plan soit facilement identifiable et comprenne les descriptions mentionnées à l'alinéa précédent spécifiques aux activités exercées sur le territoire national.

## **9.8 Traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire du marché est responsable du traitement des données à caractère personnel.

Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en oeuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification du marché, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD)

Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : pénalité forfaitaire de 50 euros par jour de retard (à compter du jour de la notification) en cas de non-communication de l'identité du DPD, 50 euros par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel.

Conformément au CCAG de référence, l'acheteur peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

### **9.9 Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

### **9.10 Conflit d'intérêt**

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

### **9.11 Dispositions spéciales relatives à l'IMPI**

Sans objet

## **9.12**      **Clauses de réexamen**

Par dérogation au CCAG de référence, le recours aux ordres de services pour fixer les montants de prestations supplémentaires ou modificatives non-prévus initialement est interdit.

## **9.13**      **Constatation de l'exécution des prestations et admission**

### **9.13.1**    **Contrôle**

Les opérations de contrôle sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **9.13.2**    **Opérations de vérification**

Les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence.

### **9.13.3**    **Décision après vérifications**

Les décisions après les opérations de vérification sont effectuées en application du CCAG de référence, et notamment l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet des prestations.

## **9.14**      **Garanties**

Sans objet

## **9.15**      **Primes**

Sans objet.

## **9.16**      **Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Lorsqu'aucune des pénalités spécifiques prévues ci-après n'est applicable, l'acheteur peut, après mise en demeure du titulaire de respecter ses obligations contractuelles restée infructueuse, appliquer une pénalité de 100 euros par jour de retard constaté.

Les autres pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Principe du contradictoire Par dérogation au CCAG de référence, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

#### 9.16.1 Pénalités liées à l'exécution des prestations

Pénalités de retard :

En cas de dépassement du délai contractuel d'exécution des prestations, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées en application de la formule suivante :

$$P = V \times R / 1000$$

dans laquelle

P = le montant de la pénalité en EUR HT

R = nombre de jours calendaires de retard

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité.

Pénalités pour indisponibilité (marchés de maintenance):

En cas d'indisponibilité d'une ou plusieurs installations/appareils, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées par application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 30$$

dans laquelle

P : montant de la pénalité en € HT

V : valeur de la rémunération mensuelle versée au titre de la maintenance

R : nombre de jours calendaires de retard.

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite au titulaire et sa résolution.

#### 9.16.2 Pénalités liées aux considérations sociales

Sans objet

#### 9.16.3 Pénalités liées aux considérations environnementales

Sans objet

#### 9.16.4 Plafonnement des pénalités

Par dérogation au CCAG de référence, le montant des pénalités de retard n'est pas plafonné.

#### 9.16.5 Seuil d'exonération des pénalités

Par dérogation au CCAG de référence, le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

## Article 10 - REGIME FINANCIER

### 10.1 Forme et contenu des prix

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations, en application de l'article 20-4 du CCAG-FCS

Le marché est passé à prix forfaitaire et unitaire.

La partie forfaitaire correspond à la location et la maintenance trimestrielles.

La partie unitaire correspond au coût à la copie en Noir et Blanc et en couleur appliqué au nombre de tirages réalisés.

Le cout des consommables (cartouches d'encre, agrafes...) ainsi que leur livraison seront inclus dans le cout copie et ne feront pas l'objet d'une facturation supplémentaire.

### 10.2 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant à la date de remise de l'offre par le titulaire.

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$Cn = 15.0\% + 85.0\% (001652616 (n) / 001652616 (o))$$

selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- Index (n) : valeur de l'index de référence au mois n.
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Le mois " n " retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La révision définitive des prix s'opère sur la base de la dernière valeur d'index publiée au moment de l'application de la formule. Aucune variation provisoire ne sera effectuée.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index 001652616 « Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français - Réparation et installation de machines et d'équipements (FB0A330000) ».

### **10.3**      Avances

Le taux de l'avance est de 5 % ou, le cas prévu, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la date d'effet de l'acte qui emporte commencement d'exécution du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

### **10.4**      Modalités financières

#### **10.4.1**    Répartition des paiements

Les modalités de règlements partiels définitifs sont prévues par les CCAG : art 11.8 du CCAG FCS

#### **10.4.2**    Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Il n'est pas pratiqué de retenue de garantie.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique. Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Pour les Établissements publics de l'État, les comptables assignataires de la dépense sont les agents comptables des établissements concernés.

#### **10.4.3**    Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 50 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

## **10.5**      Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

### **10.5.1**    Mentions obligatoires

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture la référence du marché (numéro d'engagement juridique)
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations réalisées
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération
- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique)
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires

### **10.5.2**    Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.



### 10.5.3 Frais particuliers

Sans objet.

### 10.5.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### 10.5.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée par le **Mode portail**

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

**Le titulaire trouvera également sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr> les préalables techniques et réglementaires** pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, ainsi qu'un lien pour prendre contact pour tout renseignement complémentaire.

## 10.6 Service fait présumé

### 10.6.1 Mise en œuvre de la procédure de service fait présumé

Sans objet.

### 10.6.2 Mise en œuvre d'un protocole d'accord dans le cadre du service fait présumé

Sans objet.

## 10.7 Modifications financières pour circonstances imprévisibles

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du CCP. Une telle modification n'est qu'une faculté pour l'acheteur.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, l'acheteur se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation à l'acheteur démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du CCP ;

- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;

- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, ...) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

L'acheteur vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

**En cas d'acceptation de la demande par l'acheteur, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.**

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, l'acheteur et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par l'acheteur / le bénéficiaire :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;

- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## **Article 11 - DISPOSITIONS DIVERSES**

### **11.1 Echanges dématérialisés**

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique suivante : [fbaujard@chu-clermontferrand.fr](mailto:fbaujard@chu-clermontferrand.fr) ) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent selon les mêmes modalités.

### **11.2 Langue**

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

### **11.3 Propriété intellectuelle**

Sans objet

## 11.4 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations et des dommages qu'il cause à l'acheteur en cas d'inexécution. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être en possession d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents de l'acheteur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite, à l'acheteur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément l'acheteur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire.

## 11.5 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire à l'adresse électronique suivante : [fbaujard@chu-clermontferrand.fr](mailto:fbaujard@chu-clermontferrand.fr)

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L.

1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

#### **11.6 Relation Fournisseurs**

Sans objet

#### **11.7 Résiliation**

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire n'a droit à aucune indemnité de résiliation.

#### **11.8 Exécution aux frais et risques du titulaire**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

#### **11.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence**

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombent, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

#### **Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire**

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire. **[Le titulaire doit prouver l'impossibilité temporaire de poursuivre l'exécution du marché en apportant la preuve qu'il ne dispose pas de moyens suffisants (Ex : exercice du droit de retrait par les salariés - art. L. 4531-1 C. travail -, adaptation des conditions de travail à la situation sanitaire), ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive].**

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

### **Suspension à l'initiative de l'acheteur**

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

### **Prolongation du délai d'exécution des prestations**

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la

mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

### **Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée**

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

### **Indemnisation**

#### **Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat**

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Un pourcentage de **90 %** du montant de la perte effective reste à la charge du titulaire.

### **Demandes indemnitaires**

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence **[article 55.1 du CCAG travaux ; article 46.2 CCAG FCS, 43.2 CCAG PI et 55.2 CCAG TIC]** et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure. **[ex : coûts de stockage de matériel, mesures de sécurité associées à l'évènement, coûts de gardiennage, de maintien en condition ...].**

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

### **Modalités de communications en cas de crise sanitaire**

En période de crise sanitaire, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Echanges dématérialisés »).

### **11.10 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **11.11 Litiges et contentieux**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de **(A COMPLETER)**.

## **Article 12 - ANNEXES**

Annexe 1 : Clauses pour la mise en œuvre des obligations d'égalité, de laïcité et de neutralité dans les contrats relevant du champ d'application du II de l'article 1er de la loi n°2021-1109 du 24 août 2021

## **Article 13 - Dérogations**

Vous trouverez, ci-dessous, la liste des dérogations au CCAG.

Article du CCAP concerné	Article du CCAG dérogé	Commentaire
9.1.2	<b>3.4.1</b>	Représentation du titulaire
9.12	<b>23.1</b>	Pas de prestations supplémentaires ou modificatives par ordre de service
9.16	14.1.1	Application pénalités sans mise en demeure préalable
9.16.4	14.1.2	Pas de plafonnement des pénalités à 10%
9.16.5	14.1.3	Pas de seuil d'exonération de 1000 €